LA BANQUE DE MONTREAL

Nous publions plus loin le rapport de la 81^e assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal.

Comme résultat de l'exercice terminé le 30 avril dernier, le rapport du Président annonce un montant de profits de \$1,350,582.65, représentant 11½ p. c. du capital-actions, au lieu de 10½ p. c. l'an dernier.

Les actionnaires ont reçu deux dividendes semestriels de chacun 5 p. c. formant ensemble une somme de \$1,200,000. La balance de \$150,582.65 a été reporté au crédit du compte de profits et pertes qui, avec les \$952,210,07 reportés des exercices antérieurs, s'élève maintenant à \$1,102,702.72, somme suffisante pour payer aux actionnaires un dividende de 8 p. c.

Si les années mauvaises ou médiocres surviennent, il y a là une réserve où les directeurs pourront sûrement puiser afin de payer aux actionnaires le dividende habituel. Les bonnes années se succédant, il sera loisible à la Direction ou d'augmenter le dividende ou d'accroître le fonds de réserve qui, avec ses six millions, représente 50 p.c. du capital-actions.

Quelques actionnaires peuvent regretter que les bénéfices annuels ne leur soient pas partagés dès qu'ils sont acquis ; cependant, en y réfléchissant, ils n'auront qu'à louer les Directeurs de leur sage prudence d'ailleurs visible en différents points du bilan.

Ce n'est pas parce qu'elle est la plus ancienne de nos institutions financières, ni parce qu'elle opère avec un capital plus élevé que toute autre banque canadienne, que la Banque de Montréal jouit de son énorme prestige et d'une confiance sans bornes auprès du public, mais bien parce qu'à sa tête se succèdent

depuis longtemps des hommes qui, à la science de la finance, joignent les qualités de prudence et de prévoyance sans lesquelles il n'est pas de véritable banquier.

Dans toutes les branches de l'activité, comme le fait justement remarquer le vice-président, l'Hon. M. Drummond, les affaires sont prospères. Le même état de prospérité règne chez nos voisins dont la situation financière, commerciale et industrielle trouve toujours chez nous un écho ; et, dans la plupart des nations industrielles et commerçantes, règne une activité de bon aloi. L'avenir semble donc plein de promesses, mais il faut aussi compter avec l'imprévu.

C'est pourquoi nous voyons nos meilleures institutions financières, et la Banque de Montréal prêche d'exemple, conserver en caisse ou tenir en réserve *au dehors*, des sommes considérables qui ne concourent en rien ou pour très peu à la production des bénéfices.

Ces sommes placées au dehors sont immédiatement réalisables et, en cas de crise,—car il ne faut pas perdre de vue que les jours prospères ne sont pas éternels—les banques peuvent rappeler les fonds et soulager notre marché monétaire et remédier au mal dans la mesure du possible.

Supposons, au contraire, que les sommes actuellement placées en Angleterre ou au Etats-Unis, ou sur titres étrangers, aient été converties en valeur industrielles du pays ou avancées à demande, qu'arriverait-il en cas de crise ?

Que les banques ne pourraient exiger le remboursement de ces valeurs et de ces avances qu'en donnant plus d'acuité à la crise, qu'en provoquant un plus grand resserrement des capitaux.

A voir d'ailleurs l'augmentation constante et prodigieuse des dépôts dans les banques, augmentation bien